



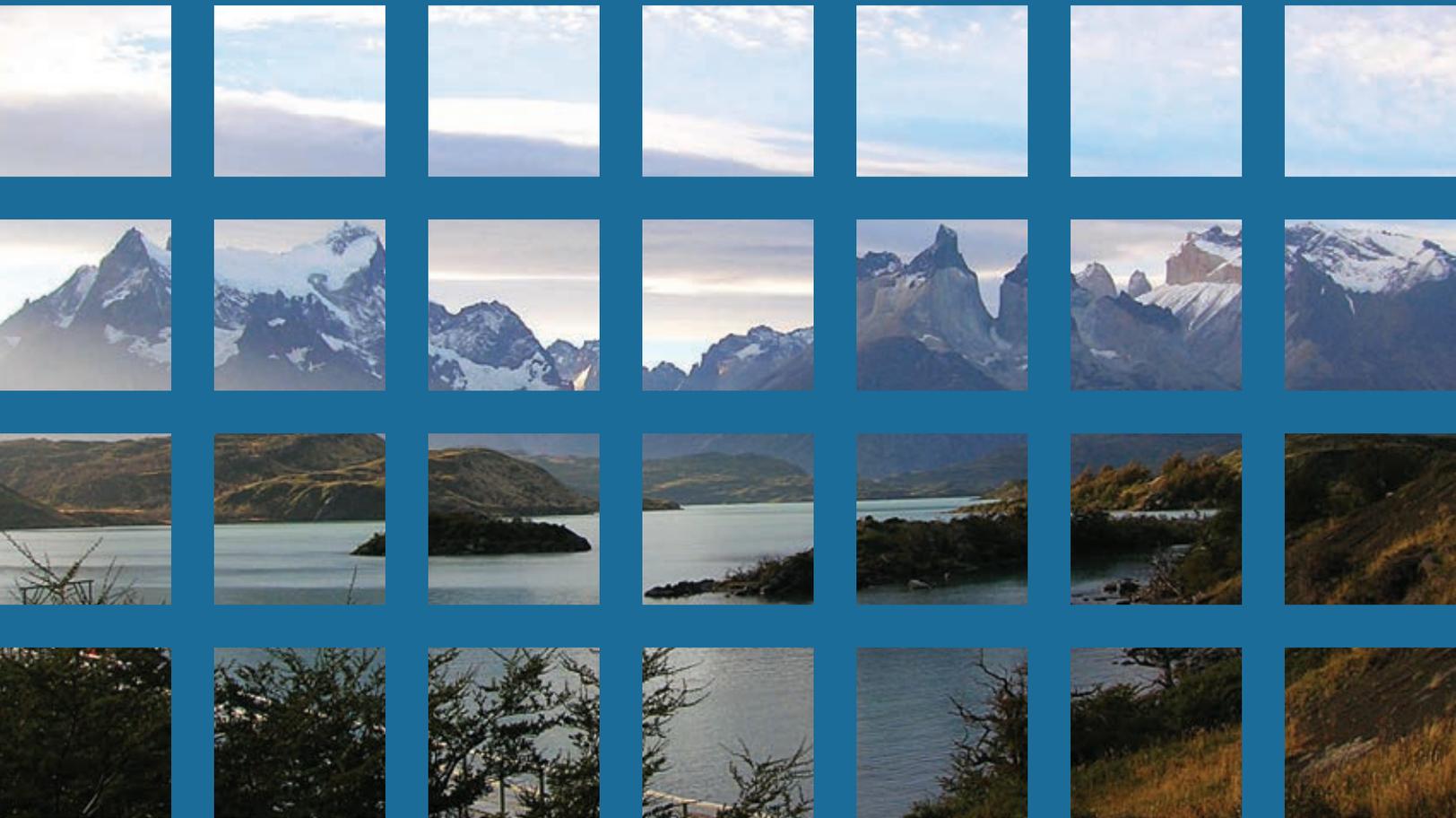
Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Financement accéléré du Canada

Respecter notre engagement en vertu de l'Accord de Copenhague

Mai 2013



ISBN 978-0-660-20950-0
N° de cat. : En4-184/2013F-PDF

Le contenu de cette publication ou de ce produit peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins personnelles ou publiques mais non commerciales, sans frais ni autre permission, à moins d'avis contraire.

On demande seulement :

- de faire preuve de diligence raisonnable en assurant l'exactitude du matériel reproduit;
- d'indiquer le titre complet du matériel reproduit et l'organisation qui en est l'auteur;
- d'indiquer que la reproduction est une copie d'un document officiel publié par le gouvernement du Canada et que la reproduction n'a pas été faite en association avec le gouvernement du Canada ni avec l'appui de celui-ci.

La reproduction et la distribution à des fins commerciales sont interdites, sauf avec la permission écrite de l'administrateur des droits d'auteur de la Couronne du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux (TPSGC). Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec TPSGC au 613-996-6886 ou à droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

Photo de la page couverture:
© Parcs Canada

Le spectaculaire parc national Torres del Paine du Chili. Le financement accéléré du Canada aide à restaurer les écosystèmes endommagés des parcs, ce qui permet de préserver le tourisme et d'autres avantages pour les collectivités locales ainsi que d'améliorer la résilience écologique, sociale et économique aux changements climatiques et à d'autres facteurs de stress.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2013

Also available in English



© TradeAID Integrated

Table des matières

L'ENGAGEMENT DU CANADA ENTIÈREMENT RESPECTÉ.....	1
APERÇU DU FINANCEMENT ACCÉLÉRÉ DU CANADA....	2
Répartition géographique.....	2
Répartition sectorielle.....	3
Mécanismes d'acheminement.....	3
PRINCIPALES NOUVELLES INITIATIVES AU COURS DE LA TROISIÈME ANNÉE DU FINANCEMENT ACCÉLÉRÉ.....	4
ADAPTATION DES PAYS LES PLUS PAUVRES ET LES PLUS VULNÉRABLES.....	4
Services météorologiques pour l'adaptation.....	4
Fonds canadien pour l'adaptation aux changements climatiques au Programme des Nations Unies pour le développement.....	4
Fonds canadien pour la résilience climatique en Afrique.....	5
Les aires protégées comme solutions naturelles pour l'adaptation aux changements climatiques au Kenya et dans les Amériques.....	6
MOBILISATION DE L'INVESTISSEMENT DU SECTEUR PRIVÉ ET DÉPLOIEMENT DE TECHNOLOGIES PROPRES.....	7
Soutien au démarrage du Centre et réseau des technologies climatiques.....	7
Fonds catalyseur de la Société financière internationale.....	8
Fonds pour le climat pour le secteur privé en Asie à la Banque asiatique de développement.....	8
MISES À JOUR CONCERNANT LES INITIATIVES CLÉS.....	9
Soutien pour l'élaboration de mesures d'atténuation appropriées à l'échelle nationale.....	11
Mobilisation de l'investissement du secteur privé.....	12
QUELLES SONT LES PROCHAINES ÉTAPES POUR LE CANADA?.....	14



L'ENGAGEMENT DU CANADA ENTIÈREMENT RESPECTÉ

Au cours des trois derniers exercices (de 2010-2011 à 2012-2013), le Canada a entièrement respecté son engagement à fournir sa juste part du financement accéléré. Au cours de la période de financement accéléré, 1,2 milliard de dollars en financement nouveau et supplémentaire pour la lutte contre les changements climatiques a été accordé, ce qui correspond à environ 400 millions de dollars par exercice.

Le soutien du Canada produit de bons résultats à l'échelle de la planète; à ce jour, des fonds ont été engagés dans des projets dans plus de 50 pays en voie de développement. Cet appui a été mis en œuvre principalement par l'entremise de mécanismes multilatéraux, mais également directement pour les partenaires bilatéraux du Canada et en partenariat avec la société civile et le secteur privé.

Le présent rapport donne un aperçu du financement accéléré du Canada au cours de la période de financement accéléré de trois ans, y compris par région géographique, secteur et mécanisme, ainsi qu'une mise à jour concernant certaines initiatives clés dont le Canada est particulièrement fier.

Le tableau sommaire à la fin du présent document fournit un aperçu du financement accéléré du Canada provenant des exercices 2010-2011 à 2012-2013, y compris les contributions apportées au cours de la dernière année du financement accéléré. Les nombres figurant dans le rapport sont en dollars canadiens (CAD), à l'exception du tableau 5 dont les montants sont en dollars américains (USD).



Projet d'adaptation aux changements climatiques dans le Nord du Ghana de la Société canadienne pour nourrir les enfants – Femmes récoltant du vétiver pour la fabrication de paniers.

© TradeAID Integrated

POINTS SAILLANTS DEPUIS LE DERNIER RAPPORT

Depuis le rapport de mai 2012, un certain nombre d'initiatives clés ont été identifiées et financées :

- 82,4 millions de dollars à la Banque asiatique de développement pour la mobilisation de l'investissement du secteur privé visant l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ces changements dans les pays en voie de développement à faible revenu et à revenu moyen inférieur et des petits États insulaires en développement en Asie.
- Un investissement de 75 millions de dollars au Fonds catalyseur de la Société financière internationale (IFC) pour des investissements de capital de risque et privés respectueux du climat dans les pays en développement.
- 23,2 millions de dollars au Fonds canadien pour la résilience climatique en Afrique pour soutenir dix projets dans la région qui permettront de renforcer la sécurité alimentaire et de promouvoir la croissance durable dans huit pays africains.
- 16,5 millions de dollars pour appuyer des projets d'adaptation dans six des pays les moins développés par l'intermédiaire du Fonds canadien pour l'adaptation aux changements climatiques du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).
- Une somme supplémentaire de 10 millions de dollars pour soutenir la réduction des émissions de polluants à courte durée de vie ayant un effet sur le climat dans les pays en développement par l'entremise de la Coalition pour le climat et l'air pur.
- 12,6 millions de dollars à l'Organisation météorologique mondiale pour des systèmes météorologiques de pointe afin d'aider les pays en voie de développement à renforcer leur résilience aux changements climatiques, y compris 6,5 millions de dollars à Haïti.
- 2,5 millions de dollars au Centre et réseau des technologies climatiques pour faciliter les mesures technologiques axées sur l'atténuation et l'adaptation, plus particulièrement dans les pays en voie de développement.
- 2,5 millions de dollars pour des projets à faibles émissions de carbone au Mexique, en partenariat avec le PNUD.



APERÇU DU FINANCEMENT ACCÉLÉRÉ DU CANADA

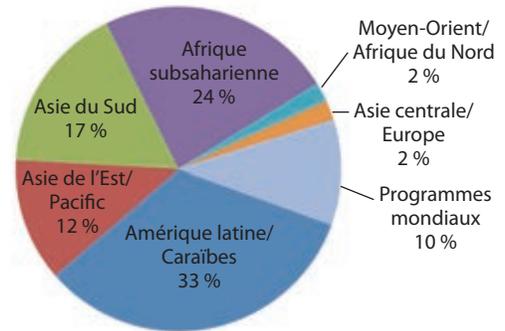
Répartition géographique

La répartition géographique du financement accéléré du Canada a été estimée (voir la figure 1), mais elle pourrait évoluer au cours des prochaines années à mesure qu'est déployé le financement que nous avons fourni à certaines banques multilatérales.

Il est actuellement estimé que 33 % du financement accéléré canadien sera versé à l'Amérique latine et aux Caraïbes, 24 % en Afrique subsaharienne, 17 % en Asie du Sud, 12 % en Asie de l'Est et dans le Pacifique, 2 % au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et 2 % aux pays en voie de développement de l'Asie centrale et de l'Europe de l'Est. 10 % des fonds a été attribué à différents autres programmes mondiaux pour lesquels il est impossible de déterminer la répartition géographique à l'heure actuelle.

Plus de 50 pays en voie de développement profitent directement des fonds fournis par l'intermédiaire

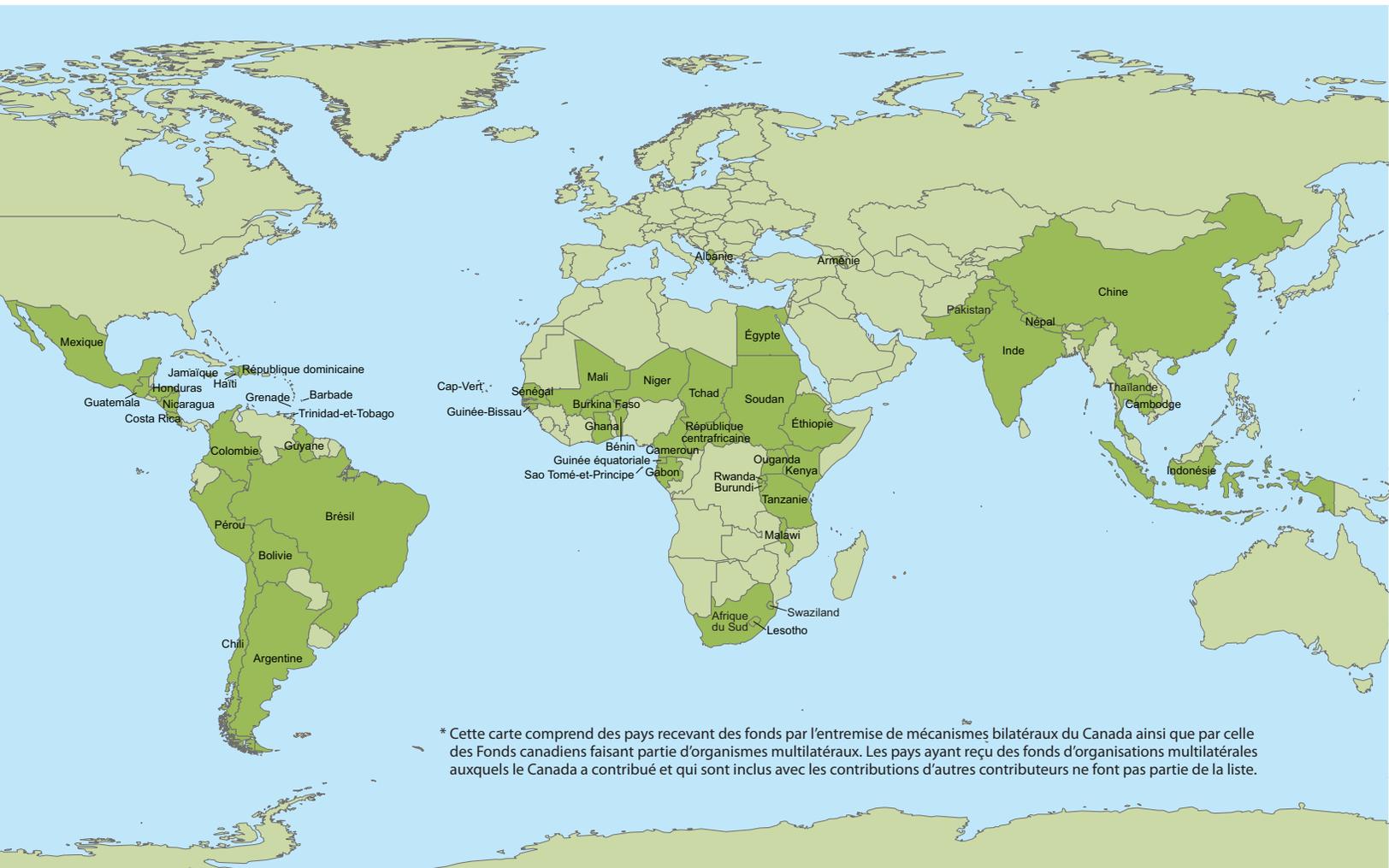
Figure 1 Répartition géographique approximative du financement accéléré du Canada



de mécanismes bilatéraux du Canada et de fonds canadiens localisés dans certaines institutions multilatérales, et ce nombre augmentera à mesure que ces fonds seront engagés dans de nouveaux projets. Un nombre beaucoup plus grand de pays bénéficiera aussi des contributions versées par le Canada à des fonds multilatéraux tels que le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds pour les pays les moins avancés.

2

Pays où le soutien du Canada obtient des résultats*



* Cette carte comprend des pays recevant des fonds par l'entremise de mécanismes bilatéraux du Canada ainsi que par celle des Fonds canadiens faisant partie d'organismes multilatéraux. Les pays ayant reçu des fonds d'organisations multilatérales auxquels le Canada a contribué et qui sont inclus avec les contributions d'autres contributeurs ne font pas partie de la liste.



Répartition sectorielle

Le soutien du Canada se concentre principalement sur trois grands domaines : l'adaptation des pays les plus pauvres et les plus vulnérables, l'énergie propre, et les forêts et l'agriculture.

Comme le montre la figure 2, nous estimons qu'à l'heure actuelle 65 % de notre financement accéléré soutiendra des projets et des initiatives d'énergie propre, 15 % appuiera des projets d'adaptation, 11 % soutiendra les forêts et l'agriculture et 9 % appuiera les programmes transsectoriels. Encore une fois, ces estimations pourraient changer légèrement au fil du temps à mesure que des institutions multilatérales déploient nos contributions.

Mécanismes d'acheminement

La majeure partie du soutien du Canada a été acheminée par le biais d'institutions multilatérales en raison de leur portée et de leur capacité à obtenir des résultats de façon efficace. Ces organismes sont transparents et responsables et ils disposent de normes fiduciaires, sociales et environnementales élevées.

Une partie importante, soit environ 59 % du soutien, a été mise en œuvre afin d'établir des fonds canadiens au sein d'organismes multilatéraux, comme la Société financière internationale, la Banque interaméricaine de développement, la Banque asiatique de développement et le Programme des Nations Unies pour le développement. Trente-trois pour cent (33 %) de notre financement a été utilisé pour contribuer à différents fonds multilatéraux d'affectation spéciale, où notre soutien a été inclus à celui d'autres contributeurs. Enfin, environ 8 % du financement accéléré, ou plus de 100 millions de dollars, a été versé par l'intermédiaire de mécanismes bilatéraux traditionnels du Canada et en partenariat avec des organisations non gouvernementales.

Figure 2 Répartition sectorielle estimative du financement accéléré du Canada

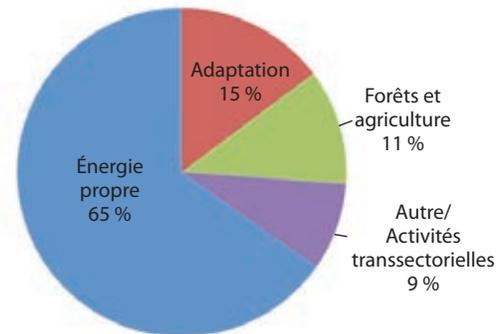
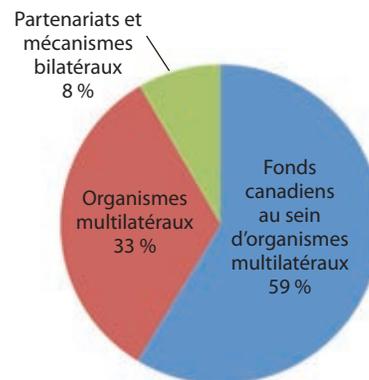


Figure 3 Financement accéléré du Canada par mécanismes d'acheminement





PRINCIPALES NOUVELLES INITIATIVES AU COURS DE LA TROISIÈME ANNÉE DU FINANCEMENT ACCÉLÉRÉ

Un certain nombre d'initiatives et de programmes, dont quelques-uns sont présentés ci-dessous, a été développé et financé depuis notre dernier rapport.

ADAPTATION DES PAYS LES PLUS PAUVRES ET LES PLUS VULNÉRABLES

Le Canada tient sa promesse d'augmenter le soutien pour l'adaptation des pays vulnérables, en partie grâce à de nouveaux projets lancés cette année par l'entremise de mécanismes multilatéraux, ainsi qu'en partenariat avec des organisations non gouvernementales qui obtiennent des résultats tangibles à l'échelle communautaire.

Services météorologiques pour l'adaptation

La capacité à surveiller et à prédire les conditions météorologiques s'avère un facteur clé dans la capacité d'un pays à s'adapter à un climat changeant. À cette fin, le Canada a fourni 12,6 millions de dollars à l'Organisation météorologique mondiale pour la réalisation de projets visant à améliorer la disponibilité des services météorologiques modernes dans les pays les plus vulnérables.

Tout d'abord, le Canada a versé 6,5 millions de dollars pour appuyer le travail effectué en collaboration avec d'autres partenaires internationaux dans le but de reconstruire les installations d'un service d'avertissement météorologique et climatique qui avaient été détruites à la suite du tremblement de terre dévastateur survenu en Haïti en 2010. Le financement contribuera à établir les infrastructures physiques et techniques nécessaires à la mise sur pied d'un système efficace d'alerte rapide, comme les sites de surveillance météorologique et climatique, les systèmes de gestion des données ainsi que les bâtiments et l'équipement servant à héberger le service. Un aspect clé du projet sera d'offrir une formation afin que les Haïtiens puissent gérer les services météorologiques et les fournir à leurs citoyens de façon durable.

En outre, le Canada a versé 6,2 millions de dollars au Cadre mondial pour les services climatologiques, qui vise à améliorer la résilience des systèmes sociaux, économiques et environnementaux à la variabilité du climat et aux changements climatiques. Un élément

clé du Cadre est l'établissement de services à l'échelle régionale et nationale dans les régions et pays les plus vulnérables au monde. Le soutien du Canada aidera à élaborer et à livrer des produits d'information sur mesure relatifs aux changements climatiques à l'échelle régionale, y compris un meilleur système d'alerte rapide pour les phénomènes météorologiques violents au sud-ouest du Pacifique et dans les Caraïbes, et des systèmes améliorés de prévision des inondations côtières en République dominicaine dans le cadre d'un prolongement du projet en Haïti.

Fonds canadien pour l'adaptation aux changements climatiques au Programme des Nations Unies pour le développement

Le Canada et le Programme des Nations Unies pour le développement ont travaillé de concert afin d'établir le Fonds canadien pour l'adaptation aux changements climatiques, qui aidera les populations locales à améliorer la résilience de leurs pratiques agricoles, à renforcer leurs infrastructures, à diversifier leurs sources de revenus et à améliorer leur sécurité alimentaire. Le fonds canadien de 16,5 millions de dollars au PNUD vise les populations les plus pauvres et les plus vulnérables dans six pays en Afrique, en Asie de l'Est et dans les Caraïbes.

Les projets soutenus s'appuieront sur les initiatives actuelles du Fonds pour les pays les moins avancés et les bonifieront. À ce titre, le Canada a fourni une contribution de 20 millions de dollars au Fonds pour les pays les moins avancés au cours de la première année de financement accéléré. Plus concrètement, le fonds canadien soutiendra une vaste gamme de projets d'adaptation et de renforcement des capacités, dont les suivants :

- Au Cambodge, il fournira 2,2 millions de dollars en vue de réduire la vulnérabilité du secteur agricole aux changements provoqués par le climat en ce qui concerne la disponibilité des ressources en eau. Ce projet sera mis en œuvre en partenariat avec différents ministères du Cambodge, y compris le ministère de l'Agriculture, des Pêches et des Forêts, le ministère des Ressources en eau et de Météorologie et le ministère de la Condition féminine.
- En Haïti, 3 millions de dollars aideront le comité national pour les grands projets et infrastructures publics à renforcer les capacités d'adaptation du pays afin de répondre aux menaces des changements climatiques qui planent sur les



collectivités côtières et pour intégrer des politiques d'adaptation à ces changements dans les plans d'aménagement aux échelles locales nationales.

- Le fonds canadien fournira 3,1 millions de dollars au ministère des Finances du Soudan pour la mise en œuvre d'un ensemble de mesures d'urgence qui permettra de réduire et de renverser l'insécurité alimentaire ainsi que d'améliorer la capacité d'adaptation des petits agriculteurs aux répercussions néfastes des changements climatiques.

Le tableau 1 ci-dessous présente un résumé des projets qui seront mis en œuvre grâce au fonds canadien.

Tableau 1 Fonds canadien pour l'adaptation aux changements climatiques au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

		16,50 M\$
Pays	Description du projet	M\$ (CAD)
Cambodge	Réduction de la vulnérabilité du secteur agricole du Cambodge aux changements d'origine climatique observés dans la disponibilité des ressources en eau	2,24
Cap-Vert	Renforcement des capacités d'adaptation et de la résistance aux changements climatiques du secteur de l'eau au Cap-Vert	1,98
Haïti	Renforcement des capacités d'adaptation des collectivités côtières en Haïti pour qu'elles soient en mesure de répondre aux menaces des changements climatiques sur les stratégies de développement durable	2,97
Mali	Amélioration de la capacité d'adaptation et de la résilience aux changements climatiques dans le secteur agricole au Mali	2,14
Niger	Mise en œuvre de programmes nationaux d'adaptation d'interventions prioritaires pour augmenter la résilience et la capacité d'adaptation du secteur agricole aux changements climatiques au Niger	2,64
Soudan	Mise en œuvre de mesures d'adaptation prioritaires pour favoriser la résilience des collectivités pastorales et agricoles du Soudan, en particulier les ménages gérés par des femmes, aux répercussions néfastes des changements climatiques	3,08
Mondial	Soutien aux projets	1,44

Fonds canadien pour la résilience climatique en Afrique

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) verse 23,2 millions de dollars pour améliorer et accroître de façon importante la sécurité alimentaire et la croissance économique en Afrique en réduisant l'incidence des changements climatiques à l'aide de mesures d'adaptation. Ce soutien permettra de prévenir ou de réduire l'incidence des changements climatiques sur la croissance économique et la sécurité alimentaire futures dans huit pays, notamment le Burkina Faso, le Cameroun, la République démocratique du Congo, le Ghana, l'Éthiopie, le Rwanda, le Sénégal et la Tanzanie.

Ces projets sont en cours d'exécution en partenariat avec un certain nombre d'organisations de la société civile et d'établissements d'enseignement afin de tirer parti de l'expertise, du soin et de l'initiative des Canadiens et de leurs partenaires internationaux par rapport au développement. Par exemple :

- Au Sénégal, 3 millions de dollars seront versés en partenariat avec le Cégep de la Gaspésie et des Îles au Canada afin de contribuer à l'adaptation aux niveaux de précipitations moins élevés de trois villages dans les îles de Saloum au cours des 35 prochaines années. Cette initiative vise à garantir l'utilisation et la commercialisation durables des stocks de mollusques et de poissons dépendant de l'écosystème en vue de donner aux populations locales l'occasion d'améliorer leur économie, d'assurer l'accès à une alimentation suffisante, sécuritaire et nutritive et d'améliorer le rôle et la position des femmes dans les collectivités locales. Le projet vise également à assurer le transfert de compétences et de l'expertise pour orienter les bénéficiaires et les autres intervenants.
- Au Nord du Ghana, 2,1 millions de dollars sont versés en partenariat avec CHF (auparavant la Fondation canadienne contre la faim) pour cibler les hommes et les femmes vivant dans des foyers vulnérables de 4 districts et 20 collectivités, où la plupart des agriculteurs pratique la culture sous pluie et pour qui l'accès à des renseignements fiables concernant les prévisions météorologiques et les alertes rapides relatives aux catastrophes est très limité, et, par conséquent, qui sont très vulnérables aux changements climatiques.

Le tableau 2 présente un résumé des projets qui seront mis en œuvre par l'entremise du Fonds.



Rencontre communautaire à Dangi, au Ghana.



Tableau 2 Fonds canadien pour la résilience climatique en Afrique

			23,2 M\$
Pays	Partenaire de mise en oeuvre	Description du projet	M\$ (CAD)
Burkina Faso	Union des producteurs agricoles	Amélioration de la sécurité alimentaire au moyen du développement durable de l'agriculture	2,50
Cameroun	CUSO International	Augmentation de l'accès à une alimentation suffisante, nutritive et saine et du bien-être économique des producteurs des forêts modèles de Campo-Ma'an et de Dja et Mpomo, et amélioration des capacités de résilience aux changements climatiques	2,72
République démocratique du Congo	Université de Guelph	Réduction de la pauvreté et augmentation de l'autosuffisance alimentaire dans la République démocratique du Congo, par l'accroissement de la production de charbon renouvelable (makala) dans les fermes qui alternent les plantations d'acacias, de manioc et de maïs	1,75
Éthiopie	Association des coopératives du Canada	Augmentation de la résilience économique, sociale et écologique des petits agriculteurs éthiopiens aux changements climatiques	1,81
Éthiopie	CHF (auparavant la Fondation canadienne contre la faim)	Augmentation de la sécurité alimentaire de 4 660 foyers et de leur capacité à s'adapter aux répercussions des changements climatiques dans le district de Bati en Éthiopie	1,87
Ghana	Société canadienne pour nourrir les enfants	Mise en œuvre de mesures pour assurer un accès durable à l'alimentation et aux moyens de subsistance	2,08
Ghana	CHFv	Augmentation de la résilience des foyers vulnérables aux changements climatiques dans les collectivités ciblées du Nord du Ghana, grâce à un meilleur accès à une alimentation suffisante, nutritive et saine et à un développement économique durable	2,10
Rwanda	Agence adventiste du développement et de l'aide humanitaire	Augmentation de l'accès à une alimentation suffisante, nutritive et saine parmi les plus vulnérables aux changements climatiques dans les zones de réfugiés et rescapés des districts de Gatsibo et Kayanza au Rwanda	2,24
Sénégal	Cégep de la Gaspésie et des Îles	Réduction de la pauvreté chez les habitants des îles de Saloum, au Sénégal, par l'amélioration de la capacité de trois villages à s'adapter aux changements climatiques	3,02
Tanzanie	Vision mondiale Canada	Amélioration des connaissances relatives à la production, à la commercialisation et au traitement agricoles dictés par le marché dans la région du Kilimandjaro en Tanzanie	3,11

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Fonds, veuillez consulter la **page Web de l'ACDI sur le Fonds** www.acdi-cida.gc.ca/acdi-cida/acdi-cida.nsf/fra/FRA-419193832-VQN.

Les aires protégées comme solutions naturelles pour l'adaptation aux changements climatiques au Kenya et dans les Amériques

Les parcs nationaux et les autres aires protégées jouent un rôle important dans la réponse mondiale aux changements climatiques. Lorsqu'ils sont bien gérés, ces milieux font partie des solutions naturelles aux défis posés par les changements climatiques grâce à leur rôle dans l'amélioration de la résilience des écosystèmes et des collectivités humaines, la fourniture de services essentiels tels que l'eau potable de qualité, la réduction des effets des catastrophes naturelles telles que les sécheresses et les inondations ainsi que la production de plusieurs milliards de dollars de revenus issue du tourisme. Les parcs nationaux et autres aires protégées peuvent également aider à réduire la quantité de gaz à effet de serre dans l'atmosphère en protégeant le carbone stocké dans les arbres, les prairies, le sol et les systèmes marins.

Parcs Canada, l'agence de gestion des parcs nationaux du Canada, verse 3,3 millions de dollars pour renforcer les capacités de restauration et de conservation des écosystèmes importants au Kenya, au Chili, en Colombie et au Mexique. Ce programme permet d'aider les organismes qui gèrent les aires protégées à traiter l'adaptation aux changements climatiques et à mettre en œuvre des projets sur le terrain dans les parcs nationaux et d'autres aires protégées qui augmentent la résilience des écosystèmes et des collectivités humaines qui en dépendent.

- Au Kenya, des serres et des pépinières modernisées ont été installées et fournissent des plantes permettant de restaurer les parcs nationaux d'Amboseli, de Tsavo (est et ouest) et d'Aberdare. Les collectivités participent à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes de pépinières et de plantation d'arbres dans le parc national du Mont Kenya. L'élimination d'espèces envahissantes est en cours dans plusieurs parcs, et des travaux sont en voie d'être achevés à une autre station



d'abreuvement des animaux sauvages dans le parc national de Tsavo (ouest) pour protéger Mzima Springs, une importante source d'eau potable pour les collectivités en aval.

- Au Chili, des protocoles de culture et de plantation de semis pour la restauration écologique du parc national Torres del Paine après l'incendie catastrophique de 2011 ont été mis en place. Des études sont en cours pour comprendre les processus et les fonctions des terres humides à restaurer dans le but de protéger les ressources en eau des complexes de terres humides du parc national Nevado Tres Cruces et de la réserve nationale El Yali.
- Au Mexique, des travaux sont en cours afin de déterminer les zones de vulnérabilité aux changements climatiques des écosystèmes protégés, de cibler les objectifs de conservation prioritaires et de mettre en œuvre des mesures d'adaptation sur le terrain dans les aires protégées des régions du nord-est et de l'est du Sierra Madre, l'une des régions les plus sèches et les plus vulnérables du pays.
- En Colombie, des travaux ont commencé pour mettre à jour les plans de gestion de 25 aires protégées afin de renforcer la valeur de ces sites dans le but d'aider la Colombie à s'adapter aux effets des changements climatiques. Des activités de restauration écologique seront entreprises dans six parcs pour aider à réduire la vulnérabilité aux changements climatiques des écosystèmes et des populations humaines connexes.

Ce programme s'appuie sur les efforts du Canada pour mettre en œuvre des approches axées sur les écosystèmes visant l'adaptation aux changements climatiques comme élément important des politiques, programmes et stratégies d'adaptation à l'échelle nationale et internationale.

Pépinière près du parc national Torres del Paine, au Chili. Les fonds canadiens contribuent à la modernisation et à l'expansion de la pépinière, où des semis sont cultivés pour la restauration écologique du parc. Les écosystèmes restaurés du parc, et les collectivités qui en dépendent, seront plus en mesure de s'adapter aux changements climatiques.



© Association of Church-based Development NGOs

Établissement de la carte de risques d'une collectivité en Éthiopie.

MOBILISATION DE L'INVESTISSEMENT DU SECTEUR PRIVÉ ET DÉPLOIEMENT DE TECHNOLOGIES PROPRES

Au cours de la dernière année du financement accéléré, le Canada a collaboré avec plusieurs organismes multilatéraux pour diversifier son offre de soutien destinée à mobiliser davantage l'investissement du secteur privé dans les secteurs respectueux du climat dans les pays en développement. Bien que la majorité de ce soutien puisse entraîner un investissement dans le secteur de l'énergie propre, d'autres secteurs liés à l'atténuation et à la résilience aux changements climatiques sont susceptibles d'en bénéficier.

Soutien au démarrage du Centre et réseau des technologies climatiques

Le Canada s'engage à faire progresser la mise en œuvre des accords de Cancún, y compris le développement et le déploiement de la technologie, encouragés par l'entremise du Centre et réseau des technologies climatiques. Celui-ci offrira des conseils et une aide technique personnalisés aux pays en voie de développement pour soutenir la mise en œuvre de mesures liées à la technologie dans le but de remplir des objectifs d'atténuation ou d'adaptation.

La contribution de 2,5 millions de dollars du Canada appuiera les coûts de démarrage du Centre ainsi que des activités de renforcement des capacités et facilitera l'engagement du secteur privé, compte tenu de l'importance de son rôle dans le processus de transfert de technologie. Le Centre sera en fonction d'ici la fin de l'année 2013.



Le Canada est fier d'être l'un des premiers contributeurs du Centre et siège à son conseil consultatif, ce qui reflète son engagement continu dans les travaux liés aux technologies en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. La mise en œuvre du Centre sera un exemple concret des mesures pratiques prises pour aider les pays à atténuer les changements climatiques et à s'y adapter.

Fonds catalyseur de la Société financière internationale

Le Canada a contribué 75 millions de dollars au Fonds catalyseur de la Société financière internationale, qui investira dans les capitaux de risque et privés dans les pays en voie de développement, en mettant l'accent sur les secteurs où il existe des occasions de promouvoir l'utilisation efficace des ressources, comme l'énergie et l'eau en tant que moyens d'atténuer les changements climatiques et de s'y adapter.

Étant donné que la croissance économique dynamique des marchés émergents fait augmenter la demande en ressources, il est possible de réaliser des projets et modèles d'affaires novateurs visant à atténuer l'écart entre l'offre et la demande en ressources. Le Fonds catalyseur devrait combler un créneau clé à cet égard : les capitaux privés et de risque sont particulièrement bien placés pour financer des investissements liés aux changements climatiques, car ils peuvent appuyer des projets novateurs mis en œuvre par des entreprises en démarrage. Le Fonds devrait avoir des effets de développement durable au moyen de la stimulation des investissements et de la croissance dans les secteurs clés, tels que l'énergie renouvelable, l'efficacité énergétique, l'eau, l'agriculture et la foresterie.

Le Canada est actuellement l'un des principaux investisseurs du Fonds, qui vise à amasser jusqu'à 500 millions de dollars de la part d'investisseurs publics et privés.

Fonds pour le climat pour le secteur privé en Asie à la Banque asiatique de développement

Le Canada a aussi contribué de manière significative à la Banque asiatique de développement afin d'aider à catalyser l'investissement du secteur privé dans les projets relatifs aux changements climatiques dans les pays à faible revenu et à revenu moyen inférieur ainsi que les petits États insulaires en développement en Asie. Une somme totale de 82,4 millions de dollars a été versée à la Banque asiatique de développement, y compris 75 millions de dollars de financement préférentiel pour réaliser des projets ainsi qu'une subvention de 7,4 millions de dollars pour financer l'assistance technique destinée à appuyer les objectifs du Fonds.

Le Fonds vise à jouer un rôle clé en vue de surmonter les risques et les obstacles financiers relatifs aux technologies de pointe afin d'encourager et de développer des projets ayant pour but de réduire les émissions et d'accroître la résilience aux changements climatiques. Les projets financés porteront principalement sur l'énergie renouvelable, l'efficacité énergétique, l'infrastructure urbaine et le transport durable, la réduction et l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre ainsi que l'adaptation aux vulnérabilités relatives aux changements climatiques. La contribution du Canada devrait améliorer la capacité de la Banque de développement asiatique à mobiliser le financement du secteur privé pour lutter contre les changements climatiques.



MISES À JOUR CONCERNANT LES INITIATIVES CLÉS

Centre de recherches pour le développement international – Partenaire de plus de 20 établissements à l'échelle mondiale

Par l'entremise du Centre de recherches pour le développement international, le Canada a versé 35,5 millions de dollars pour soutenir la recherche sur la meilleure façon de s'adapter aux répercussions des changements climatiques en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes. En Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, la recherche contribuera à des solutions pour gérer les répercussions des changements climatiques liés à l'eau, comme les inondations, la fonte des glaciers, l'élévation du niveau des mers de même que la fréquence et l'intensité accrues des tempêtes. En Afrique, les chercheurs étudient la vulnérabilité de la population aux maladies à transmission vectorielle. Plus précisément, ils examinent la façon de gérer les ressources limitées en eau pour protéger la production agricole et évaluent la faisabilité de différentes stratégies d'adaptation visant à documenter les réponses des gouvernements africains aux changements climatiques.

Par exemple, au Burkina Faso, l'Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2iE) étudie des stratégies de conservation de l'eau pour faire face aux changements climatiques. Les agriculteurs du Burkina-Faso vivent des périodes de sécheresse de plus en plus longues et fréquentes.



© Alouani Margaux

Le chef de projet, professeur Hamma Yacouba (de dos, à gauche), explique les avantages du stockage de l'eau au président du Burkina Faso, Blaise Compaoré, et à d'autres représentants gouvernementaux durant les célébrations nationales de la journée des agriculteurs qui a lieu tous les ans.



© Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2iE)

Mis au point par des chercheurs et aménagé à côté des champs d'agriculteurs, un réservoir peu coûteux récupère l'eau de pluie et le ruissellement superficiel pouvant servir à irriguer les cultures durant les périodes de sécheresse de plus en plus fréquentes et imprévisibles.

Pour relever ce défi concernant la production agricole et la sécurité alimentaire, des réservoirs peu coûteux ont été aménagés à côté des champs des agriculteurs dans deux collectivités pilotes pour récupérer l'eau de pluie pouvant servir à irriguer les cultures. En plus de vérifier cette stratégie d'irrigation, 2iE forme également 200 agriculteurs sur la façon d'accéder à de meilleures données météorologiques pour les aider à planifier les semences et à gérer l'irrigation dans des conditions de plus en plus incertaines.

Jusqu'à présent, le projet a permis d'atteindre les résultats suivants :

- Durant les 2 premières années des essais du projet pilote échelonné sur 3 ans dans la région de Yatenga et de Bam, il a été démontré que les réservoirs d'eau peuvent prolonger jusqu'à 6 semaines la saison de croissance et augmenter jusqu'à 20 % la production d'aliments de base principaux, comme le maïs et le sorgho.
- L'intérêt soulevé par le projet a encouragé le gouvernement du Burkina Faso, par l'entremise du ministère de la Protection de l'eau et de l'Agriculture, à promouvoir une première initiative sur la récolte de l'eau de pluie à l'échelle du pays, au moyen d'un programme de rémunération en espèces, visant à construire 10 000 bassins de collecte d'ici la fin de l'année 2013. À ce jour, près de 4 000 bassins ont déjà été construits.

Le tableau 3 présente la répartition des projets mis en œuvre grâce à ces fonds.



Tableau 3 Projets d'adaptation du Centre de recherches pour le développement international en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes

			35,30 M\$
Pays étudié	Partenaires de mise en oeuvre	Description	M\$ (CAD)
Afrique, Amérique latine/ Caraïbes et Asie	Centre de recherches pour le développement international	Soutien aux projets (coûts de lancement, communications, services d'information pour la recherche à l'intention des 19 partenaires, évaluations des risques institutionnels, formation sur l'analyse économique, consultation sur les finances liées à l'adaptation)	2,59
Afrique			
Bénin	Initiatives pour un développement intégré durable	Renforcement des compétences économiques et de la capacité d'adaptation aux changements climatiques au Bénin	0,78
Burkina Faso	Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement	Irrigation et information climatique au Burkina Faso	1,28
Égypte	Université d'Alexandrie	Établissement du Centre de recherche d'Alexandrie pour l'adaptation aux changements climatiques	1,16
Éthiopie	Organisation mondiale de la santé	Réduction de la vulnérabilité de la population aux maladies et accroissement de la résilience aux maladies à transmission vectorielle tropicales	7,34
Éthiopie, Kenya, Soudan, Tanzanie	Université d'agronomie de Sokoine, en Tanzanie	Amélioration de l'adaptation aux changements climatiques dans les secteurs de l'agriculture et des ressources en eau de la région de la Grande Corne en Afrique	1,34
Ghana	Institut régional des études de la population, Université du Ghana	Recherches sur l'adaptation aux changements climatiques et développement des capacités au Ghana	1,40
Kenya	Institut kenyan de recherche agricole	Amélioration de la capacité de recherche sur l'adaptation aux changements climatiques dans le secteur agricole au Kenya	1,12
Lesotho, Malawi et Swaziland	Food, Agriculture and Natural Resources Policy Analysis Network (Réseau d'analyse des politiques relatives à l'alimentation, à l'agriculture et aux ressources naturelles), en Afrique du Sud	De la recherche aux politiques : liens entre l'adaptation aux changements climatiques et l'agriculture durable dans le Sud de l'Afrique	1,50
Asie			
Cambodge	Cambodia Development Resource Institute	Amélioration de la gouvernance de l'eau et de l'adaptation aux changements climatiques au Cambodge	1,50
Chine	Centre chinois des politiques agricoles, Académie des sciences de la Chine	Ressources en eau et l'adaptation aux changements climatiques dans les plaines du Nord de la Chine et la région du lac Poyang en Chine	1,50
Chine, Népal et Pakistan	Institut Kunming de botanique de l'Académie des sciences de la Chine	Création d'une gouvernance efficace de l'eau dans les hautes terres d'Asie	1,53
Inde	Ashoka Trust for Research in Ecology and the Environment	Adaptation aux changements climatiques des bassins versants en cours d'urbanisation	1,50
Thaïlande	Faculté des sciences sociales, Université de Chiang Mai	Aquaculture intérieure et adaptation aux changements climatiques au nord de la Thaïlande	1,23
Thaïlande	Institut de recherche pour le développement de la Thaïlande	Amélioration de la planification liée à la gestion des inondations en Thaïlande	1,43
Amérique latine et Caraïbes			
Argentine	Fundación Bariloche	Adaptation au stress hydrique dans la région de Comahue en Argentine	1,26
Barbade, Trinité-et-Tobago, Jamaïque, Guyane et Grenade	Université des Indes occidentales (Barbade)	Gestion durable de l'eau soumise aux effets des changements climatiques dans les petits États insulaires des Caraïbes	1,50
Bolivie	Agua Sustentable	Renforcement de la capacité locale d'adaptation aux changements climatiques sur l'Altiplano de Bolivie	1,08
Chili	Centre des changements mondiaux, Université catholique pontificale du Chili	Vulnérabilité et adaptation à la variabilité et aux changements climatiques dans le bassin du Maipo au centre du Chili	1,30
Costa Rica, Guatemala, Nicaragua	Centro Agronómico Tropical de Investigación y Enseñanza, au Costa Rica	Adaptation de l'approvisionnement en eau communautaire à un climat changeant en Amérique centrale	1,48
République dominicaine et Guatemala	Centre de l'eau pour les régions tropicales humides d'Amérique latine et des Caraïbes, au Panamá	Sécurité de l'eau et changements climatiques en Amérique centrale et dans les Caraïbes	1,49



Soutien pour l'élaboration de mesures d'atténuation appropriées à l'échelle nationale

Pour la deuxième et la troisième année de la période de financement accéléré, Environnement Canada a fourni plus de 9 millions de dollars pour appuyer des projets d'atténuation par secteur en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Tout en renforçant les partenariats bilatéraux en place, ces projets novateurs ont donné l'occasion aux pays en voie de développement d'élaborer et d'adopter des mesures d'atténuation climatique appropriées en fonction de leur propre situation.

Par exemple :

- 3,5 millions de dollars ont été versés pour soutenir le Mexique, le Costa Rica et le Pérou dans l'élaboration d'une approche de mise en œuvre de mesures d'atténuation appropriées à l'échelle nationale dans le secteur du logement. Une série de mesures et d'efforts d'atténuation novateurs propres au pays et visant à améliorer

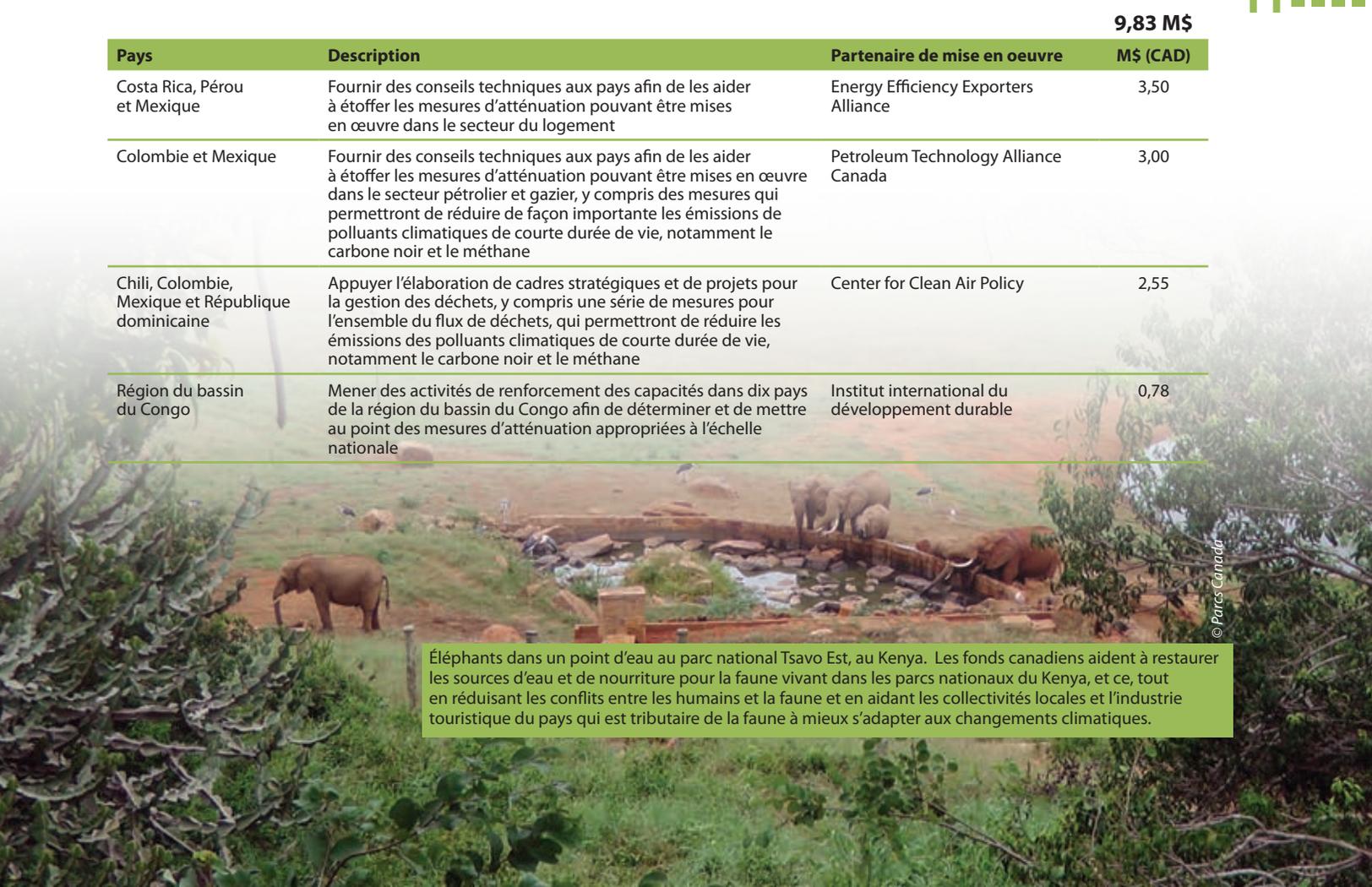
la participation des intervenants et à mobiliser les investissements du secteur privé ont été élaborés et réalisés. Les feuilles de route concernant les logements à faibles émissions de carbone sont actuellement étudiées et mises en œuvre dans ces pays.

- Le Canada a fourni 2,6 millions de dollars pour soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de mesures d'atténuation dans le secteur des déchets solides, lesquelles comportent des activités de renforcement des capacités, des études de faisabilité et des projets pilotes au Mexique, en Colombie, au Chili et en République dominicaine. Une fois que ces mesures seront complètement mises en œuvre, les émissions de gaz à effet de serre, en particulier les polluants climatiques de courte durée de vie, comme le méthane et le carbone noir, seront réduites de façon importante.

Le tableau 4 ci-dessous présente une liste complète des projets qui ont été mis en œuvre par Environnement Canada et ses partenaires au cours des deux derniers exercices.

Tableau 4 Projets d'atténuation par secteur d'Environnement Canada

			9,83 M\$
Pays	Description	Partenaire de mise en œuvre	M\$ (CAD)
Costa Rica, Pérou et Mexique	Fournir des conseils techniques aux pays afin de les aider à étoffer les mesures d'atténuation pouvant être mises en œuvre dans le secteur du logement	Energy Efficiency Exporters Alliance	3,50
Colombie et Mexique	Fournir des conseils techniques aux pays afin de les aider à étoffer les mesures d'atténuation pouvant être mises en œuvre dans le secteur pétrolier et gazier, y compris des mesures qui permettront de réduire de façon importante les émissions de polluants climatiques de courte durée de vie, notamment le carbone noir et le méthane	Petroleum Technology Alliance Canada	3,00
Chili, Colombie, Mexique et République dominicaine	Appuyer l'élaboration de cadres stratégiques et de projets pour la gestion des déchets, y compris une série de mesures pour l'ensemble du flux de déchets, qui permettront de réduire les émissions des polluants climatiques de courte durée de vie, notamment le carbone noir et le méthane	Center for Clean Air Policy	2,55
Région du bassin du Congo	Mener des activités de renforcement des capacités dans dix pays de la région du bassin du Congo afin de déterminer et de mettre au point des mesures d'atténuation appropriées à l'échelle nationale	Institut international du développement durable	0,78



Éléphants dans un point d'eau au parc national Tsavo Est, au Kenya. Les fonds canadiens aident à restaurer les sources d'eau et de nourriture pour la faune vivant dans les parcs nationaux du Kenya, et ce, tout en réduisant les conflits entre les humains et la faune et en aidant les collectivités locales et l'industrie touristique du pays qui est tributaire de la faune à mieux s'adapter aux changements climatiques.



Mobilisation de l'investissement du secteur privé

Une grande partie de notre financement accéléré a été octroyée aux organismes multilatéraux tels que la Société financière internationale, la Banque interaméricaine de développement et la Banque asiatique de développement pour la mise en place de fonds canadiens ciblant la mobilisation des investissements du secteur privé dans des secteurs respectueux du climat des pays en développement. Le financement de projets a débuté dans les deux fonds créés au sein de la Société financière internationale et de la Banque interaméricaine de développement, tandis que les modalités sont en voie d'être définies pour le plus récent, à la Banque asiatique de développement.

Les projets appuyés grâce à ces fonds canadiens, qui ont contribué à l'optimisation des investissements des secteurs public et privé, devraient générer des bénéfices environnementaux importants. À ce jour, environ 95 millions de dollars de financement provenant du Canada ont été approuvés, ce qui permettra de mobiliser plus de 822 millions de dollars d'investissement des secteurs public et privé et contribuera à l'atteinte des réductions des émissions annuelles de gaz à effet de serre équivalant à plus de 559 900 tonnes métriques de CO₂.

Ces fonds permettent un bénéfice supplémentaire en fournissant un soutien aux projets qui entraînent des résultats mesurables et positifs sur le plan climatique et nécessitent du financement comportant des conditions préférentielles pour être viables. Un exemple de projet soutenu au cours de la dernière année illustre la manière dont les fonds publics peuvent tirer profit du financement du secteur privé pour faire progresser les objectifs climatiques.

En mars 2013, la Banque interaméricaine de développement a approuvé une trousse de prêt de 41,4 millions de dollars, y compris 20,7 millions de dollars provenant du Fonds climatique canadien



© Banque interaméricaine
de développement

Projet pilote d'énergie solaire (1 MW) financé par la Banque interaméricaine de développement dans le désert d'Atacama, au Chili.

pour le secteur privé dans les Amériques, pour la construction, l'exploitation et l'entretien de trois centrales électriques photovoltaïques dans le désert d'Atacama au Nord du Chili. Le coût total du projet sera d'environ 84 millions de dollars américains, et le montant manquant sera financé par les secteurs public et privé.

Avec une capacité de 26,5 mégawatts, ces trois centrales seront les premières centrales solaires à grande échelle au Chili. À l'heure actuelle, le Chili est grandement tributaire des carburants importés, qui représentent la majorité de sa consommation d'énergie. Grâce à ce projet, le Chili améliorera sa sécurité énergétique et démontrera que l'énergie solaire peut, d'une manière propre et abordable, aider le pays à répondre à la demande de son industrie minière qui, à l'heure actuelle, représente une partie importante de la consommation totale d'énergie et de la production économique du pays.

Il est prévu que le projet empêche le rejet de 56 000 tonnes de CO₂ par année, soit un total de plus d'un million de tonnes pendant la durée des prêts.

Le tableau 5 présente la répartition des projets appuyés par les fonds canadiens des banques multilatérales de développement.



Tableau 5 Mobilisation de l'investissement du secteur privé – Financement approuvé à ce jour par les fonds canadiens des banques multilatérales de développement

Lieu du projet	Description	Réduction attendue des émissions (en tonnes métriques par année)	Coût total du projet en M\$ (USD)	Contribution canadienne approuvée en M\$ (USD)
Programme canadien sur les changements climatiques de la Société financière internationale – 271 M\$				
Albanie	Banque Credins d'Albanie – Élaboration d'une activité de financement de l'énergie durable	700	13,00	1,30
Arménie	HSBC – Mise au point d'activités de financement de l'énergie durable	148 000	30,00	8,00
Ghana	TICO – Conversion de la centrale électrique actuelle de Takoradi et apport d'améliorations connexes en matière d'efficacité, ce qui entraînera une augmentation importante de la capacité de production d'énergie tout en émettant moins de gaz à effet de serre	117 800	360,00	15,00
Honduras	Prêts de la banque Atlantida – Prêts pour des activités liées à l'énergie durable	32 000	50,00	5,00
Inde	Dewan Housing Finance – Appui en matière d'hypothèques « vertes » pour des logements abordables	6 200	70,00	15,00
Kenya	Housing Finance Bank – Soutien d'activités financières liées au développement immobilier et assorties d'incitatifs pour la constitution d'un portefeuille immobilier écologique	1 800	108,00	4,00
Mexique	Urbi Verde – Installation de la technologie photovoltaïque dans des logements éco-énergétiques pour des personnes à faible revenu	1 700	105,00	20,00
Afrique du Sud	SasFin – Soutien aux petites et moyennes entreprises d'Afrique du Sud; les transactions admissibles comprennent des projets liés à l'efficacité énergétique, à l'énergie renouvelable et à la production plus propre, qui entraînent une amélioration matérielle de la consommation d'énergie par les petites et moyennes entreprises	28 500	10,00	2,30
Programme canadien sur les changements climatiques de la Société financière internationale – Services consultatifs – 5,83 M\$¹				
Albanie	Déchets solides d'Albanie – Services consultatifs à la municipalité de Tirana en matière de structuration et de mise en œuvre d'une opération de partenariat public-privé aux fins de la gestion des déchets solides municipaux	67 900 ²	0,52	0,13
Brésil	Pro-Hotels Program – Services consultatifs pour développer le marché des services d'efficacité énergétique dans le secteur hôtelier en plein essor du Brésil	6 900	0,80	0,30
Guinée-Bissau	Electricidade e Aguas de Guinée-Bissau – Encouragement des investissements du secteur privé afin de réduire les pertes techniques d'énergie dans l'infrastructure publique d'alimentation en électricité et en eau	1 100	2,00	0,40
Honduras	Services financiers relatifs à l'énergie durable de Bancatlan – Services consultatifs pour déterminer, analyser et financer des projets d'énergie durable	N/A ³	0,10	0,05
Indonésie	Indonesia Biomass – Services consultatifs pour aider le service public d'électricité de l'Indonésie à sélectionner un promoteur pour financer, construire et exploiter des centrales alimentées à la biomasse pouvant produire 20 mégawatts	66 000	21,98	0,45
Lesotho	Énergie éolienne au Lesotho – Réalisation d'une étude de faisabilité sur 18 mois en vue de l'élaboration de deux projets éventuels d'énergie éolienne, dont le potentiel combiné totaliserait 900 mégawatts	126 700	1,16	0,40
Thaïlande	Énergie propre en Thaïlande – Services consultatifs pour élaborer des projets d'énergie propre	14 300	1,82	0,68
Ouganda	Société de production d'électricité en Ouganda – Services consultatifs pour mener un processus d'appel d'offres en vue de la construction de la petite centrale hydroélectrique de Nyagak dans la région rurale du Nil occidental de l'Ouganda	16 900	1,10	0,20
Fonds climatique canadien pour le secteur privé dans les Amériques à la Banque interaméricaine de développement – 250 M\$				
Chili	Soutien de trois projets d'énergie solaire photovoltaïque du secteur privé au Chili, dans le désert d'Atacama	56 000	84,00	20,7
Pérou	Soutien de la Universidad San Ignacio de Loyola afin d'étendre et d'améliorer ses infrastructures à l'aide de technologies vertes qui permettent de réduire la consommation d'eau et d'énergie	600	78,70	1,50
Total		559 900	918,18	95,41

- À l'exception des projets de déchets solides en Albanie, de biomasse en Indonésie, d'énergie éolienne au Lesotho et de production d'électricité en Ouganda, les estimations de réduction des émissions de GES ne sont pas basées sur la plus récente méthodologie de calcul pour les services consultatifs présentement utilisée par la SFI, celle-ci ayant été révisée et adoptée récemment.
- Les cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre sont préliminaires et pourraient faire l'objet de modifications une fois le projet terminé.
- Ce projet de services consultatifs fait partie du programme d'investissement de 50 millions de dollars destiné à appuyer la banque Atlantida au Honduras. La réduction attendue des émissions s'inscrit dans les 32 000 tonnes métriques par année prévues pour le projet de prêts de la banque Atlantida.



QUELLES SONT LES PROCHAINES ÉTAPES POUR LE CANADA?

Comme il a été souligné dans le présent rapport, le Canada est très fier d'avoir pleinement mis en œuvre son engagement à fournir sa juste part du financement accéléré. La contribution que nous avons apportée à nos partenaires (non gouvernementaux, privés, multilatéraux et bilatéraux) et notre collaboration génèrent des avantages importants du point de vue de l'environnement en plus d'ouvrir la voie à un progrès continu en ce qui concerne la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Nous nous attendons à ce que d'importants investissements supplémentaires soient réalisés et apportent des avantages en matière d'adaptation et d'atténuation à mesure que des sommes continuent d'être affectées à des projets par des fonds canadiens à la Société financière internationale, à la Banque interaméricaine de développement et à la Banque asiatique de développement, mobilisant ainsi, par le fait même, du financement privé et public additionnel. Nous continuerons à surveiller la distribution des fonds et à produire des rapports en cette matière, en accord avec les échéanciers prévus à cet égard dans la Convention-cadre, rapports que nous afficherons également sur la page Web relative aux changements climatiques du gouvernement du Canada.

La surveillance des résultats des investissements est essentielle pour dégager les leçons de nos expériences de financement, y compris le financement accéléré, et pour tirer parti de nos approches visant à mobiliser le soutien financier privé en appui aux mesures et cibles des pays en voie de développement. Ce faisant, nous travaillons en collaboration avec d'autres pays, des institutions multilatérales et le secteur privé afin de déterminer les meilleures pratiques sur lesquelles nous pouvons miser, de répertorier les obstacles auxquels nous pourrions faire face et de prendre en considération les occasions de renforcer la mobilisation du financement pour des projets respectueux du climat. Par exemple, par l'entremise de l'Organisation de coopération et de développement économiques, nous collaborons déjà à clarifier les problèmes liés tant au suivi du financement privé relatif au climat qu'aux résultats de nos efforts visant à mobiliser ce financement.

Enfin, nous sommes toujours résolus à atteindre notre objectif de mobilisation conjointe de 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 afin de répondre aux besoins des pays en voie de développement, dans le cadre de mesures d'atténuation significatives et de la transparence de la mise en œuvre, et nous sommes impatients de travailler avec nos partenaires à cet égard.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le financement accéléré du Canada, consultez le site www.changementsclimatiques.gc.ca.



Tableau sommaire – Aperçu du financement accéléré du Canada pour les exercices 2010-2011 à 2012-2013⁴

Mobilisation des investissements du secteur privé		M\$ (CAD)	
Société financière internationale (IFI)	Promouvoir le financement du secteur privé dans les pays en développement, y compris les programmes de subvention et de financement concessionnel pour les projets novateurs et l'investissement dans les capitaux de risque et privés pour assurer une croissance durable		351,83
	Fonds	Financement	Approuvé à ce jour
Établi au cours de l'exercice 2010-2011	Programme canadien sur les changements climatiques de la Société financière internationale	271,00 ⁵	70,60
	Services consultatifs	5,83	2,61
Établi au cours de l'exercice 2012-2013	Fonds catalyseur	75,00 ⁶	0,00
Banque interaméricaine de développement	Soutenir des projets d'atténuation et d'adaptation climatiques du secteur privé en Amérique latine et dans les Caraïbes		250,00
	Fonds	Financement	Approuvé à ce jour
Établi au cours de l'exercice 2011-2012	Fonds climatique canadien pour le secteur privé dans les Amériques	250,00	22,20
Banque asiatique de développement	Catalyser les investissements du secteur privé dans des projets relatifs aux changements climatiques des pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure et des petits États insulaires en développement en Asie		82,39
	Fonds	Financement	Approuvé à ce jour
Établi au cours de l'exercice 2012-2013	Fonds climatique canadien pour le secteur privé en Asie	75,00	0,00
	Subvention destinée à l'aide technique pour la préparation du projet ou pour les projets d'environnement favorable	7,39	0,00
Fonds pour les technologies propres	Soutenir le financement augmenté proportionnellement pour la démonstration, le déploiement et le transfert de technologies à faibles émissions de carbone		200,00
	Fonds	Financement	Approuvé à ce jour
Versé au cours des exercices 2011-2012 et 2012-2013	Le comité du fonds d'affectation spéciale du Fonds pour les technologies propres s'est engagé à payer, entre autres, ces contributions aux plans d'investissement du Chili, du Nigéria et de l'Inde. Les versements finaux à ces plans et à d'autres plans dépendront de la mise en œuvre du projet du Fonds.	200,00	200,00

4. Rapport effectué sur une base d'émission.

5. L'engagement initial au Programme canadien sur les changements climatiques de la Société financière internationale au cours de l'exercice 2010-2011 a été de 285,72 millions de dollars. Au cours de l'exercice 2012-2013, 75 millions de dollars ont été alloués au Fonds catalyseur, ce qui inclut 60,28 million de nouvelles ressources en financement accéléré. Cette transaction porte à 271 million la contribution finale du Canada au Programme canadien sur les changements climatiques de la Société financière internationale.

6. Suite au transfert de fonds en provenance du Programme canadien sur les changements climatiques de la Société financière internationale tel que décrit dans la note de bas de page 5, la contribution totale du Canada au Fonds catalyseur est de 75 million de dollars.



Financement par subventions

Région	Description	Partenaire de mise en œuvre	Contribution (M\$)
Énergie propre			
Afrique, Amérique latine et Caraïbes	Fournir une assistance technique pour l'élaboration de mesures d'atténuation appropriées à l'échelle nationale. Veuillez consulter le tableau 4 pour obtenir une répartition détaillée par projet.	Environnement Canada	9,83
Monde	Appuyer la mise en œuvre de projets qui permettront de réduire les émissions de polluants climatiques de courte durée de vie dans les pays en développement	Coalition pour le climat et l'air pur	13,00
Monde	Soutenir le déploiement de fourneaux de cuisine propres. Cette contribution au financement accéléré faisait partie d'une contribution totale de 1,9 million de dollars, 100 000 \$ provenant d'autres ressources de subvention.	Global Alliance for Clean Cookstoves	1,80
Adaptation par les pays les plus pauvres et les plus vulnérables			
Afrique	Soutenir les centres de recherche sur l'adaptation aux changements climatiques et réduire la vulnérabilité de la population aux maladies. Veuillez consulter le tableau 3 pour obtenir une répartition détaillée des projets appuyés de l'exercice 2010-2011 à l'exercice 2012-2013.	Organisation mondiale de la santé et Centre de recherches pour le développement international	17,17
Afrique	Appuyer des projets qui permettront de faire progresser la sécurité alimentaire et qui feront la promotion de la croissance économique durable dans les pays africains par l'entremise du Fonds canadien pour la résilience climatique en Afrique. Veuillez consulter le tableau 2 pour obtenir une répartition détaillée par projet.	Agence canadienne de développement international	23,20
Afrique, Cambodge, Haïti	Aider les populations locales à renforcer la résilience des pratiques agricoles, à améliorer leurs infrastructures et à diversifier leurs moyens de subsistance. Veuillez consulter le tableau 1 pour obtenir une répartition détaillée par projet.	Programme des Nations Unies pour le développement	16,50
Asie, Amérique latine et Caraïbes	Appuyer la recherche afin d'améliorer la conception et la mise en œuvre de stratégies d'adaptation efficaces. Veuillez consulter le tableau 1 pour obtenir une répartition détaillée des projets appuyés de l'exercice 2010-2011 à l'exercice 2012-2013.	Centre de recherches pour le développement international	18,13
Chili, Colombie, Kenya et Mexique	Renforcer la capacité des organismes responsables des aires protégées à améliorer la résilience aux changements climatiques des écosystèmes et des collectivités locales qui en dépendent.	Aires protégées par Parcs Canada au Kenya et dans les Amériques	3,30
Éthiopie	Améliorer la sécurité alimentaire et la résilience face aux changements climatiques des collectivités locales en Éthiopie. Cette contribution a été combinée à 8 millions de dollars provenant d'autres ressources d'aide internationale, ce qui représente une contribution totale de 15 millions de dollars versée au Programme alimentaire mondial.	Programme alimentaire mondial	7,50
Haïti	Améliorer l'accès aux renseignements sur le climat afin d'orienter les efforts de développement concernant la gestion des risques de catastrophes, l'agriculture, la gestion et la conservation des ressources naturelles ainsi que les infrastructures.	Organisation météorologique mondiale	6,50
Haïti	Appuyer l'amélioration de la réponse locale aux répercussions des changements climatiques et réduire la vulnérabilité aux catastrophes naturelles. Cette contribution a été combinée à 400 000 dollars provenant d'autres ressources d'aide internationale, ce qui représente une contribution totale de 4,9 millions de dollars .	Oxfam-Québec, Programme des Nations Unies pour le développement, Centre d'étude et de coopération internationale	4,50
Monde	Appuyer la préparation et la mise en œuvre de programmes d'action nationaux pour l'adaptation aux changements climatiques dans les pays les moins avancés.	Fonds pour les pays les moins avancés	20,00
Monde	Accroître la résilience aux changements climatiques des petits producteurs agricoles.	Fonds international de développement agricole	19,85
Monde	Renforcer la résilience face à la variabilité du climat et aux changements climatiques au moyen de l'élaboration de cadres régionaux et nationaux pour les services climatologiques.	Organisation météorologique mondiale	6,14
Monde	Mener des projets d'adaptation et de renforcement des capacités à petite échelle.	Environnement Canada et divers partenaires	4,25



Région	Description	Partenaire de mise en œuvre	Contribution (M\$)
Forêts et agriculture			
Région du bassin du Congo	Aider les collectivités locales des zones forestières à obtenir des moyens de subsistance durables et des pratiques visant à limiter le déboisement.	Fonds forestier du bassin du Congo	20,00
Région du bassin du Congo	Mettre en œuvre des projets de gestion durable des forêts et promouvoir la conservation des ressources des forêts du bassin du Congo.	Partenariat pour les forêts du bassin du Congo	2,00
Monde	Aborder la déforestation et la dégradation des forêts dans les pays en développement à l'aide d'une contribution de 5 millions de dollars au Fonds pour le carbone et de 40 millions de dollars au Fonds de préparation.	Fonds de partenariat pour le carbone forestier	45,00
Monde	Appuyer les projets de renforcement et de démonstration de la capacité à capter ou à conserver le carbone dans les forêts et les agroécosystèmes.	Fonds pour le biocarbone plus	4,50
Questions transsectorielles			
Vietnam	Soutenir la mise en œuvre du Programme cible national sur les changements climatiques. Cette contribution a été combinée à 1,45 million de dollars provenant d'autres ressources d'aide internationale, ce qui représente une contribution totale de 4,45 millions de dollars versée au gouvernement du Vietnam.	Programme cible national sur les changements climatiques	3,00
Mexique	Soutenir le Mexique dans l'élaboration de politiques et de programmes visant le développement durable et de faibles émissions de carbone.	Programme des Nations Unies pour le développement	2,50
Monde	Soutenir les coûts de démarrage et les activités de renforcement des capacités, y compris l'adaptation.	Centre et réseau des technologies climatiques	2,50
Monde	Appuyer les activités de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).	Fonds supplémentaire de la CCNUCC	1,65
		Fonds d'affectation spécial de la CCNUCC pour la participation	1,00
Monde	Affecter la portion supplémentaire de la contribution annuelle du Canada au Fonds pour l'environnement mondial (FEM) au cours de la période de financement accéléré; 18,5 millions de dollars à chacune des trois années de la période de financement accéléré utilisés à titre de portion supplémentaire de la contribution annuelle du Canada pour la cinquième reconstitution des ressources du FEM (de 2010 à 2014), totalisant 238 millions de dollars , ce qui représente une augmentation de plus de 50 % par rapport à la contribution à la quatrième reconstitution.	Fonds pour l'environnement mondial	55,35
Total général			1 193,39

